



TRANSFORMATION AGRAIRE ET INDUSTRIALISATION

Le fossé entre l'agriculture et l'industrie manufacturière en Afrique demeure la plus grave contrainte structurelle des économies africaines qui a des effets néfastes sur le développement de chaque secteur.

L'importance excessive accordée à l'exportation des produits de base a créé une dichotomie entre les filières dans le secteur agricole dans la plupart des pays africains où l'essentiel des investissements agricoles est consacré à la production et à commercialisation des cultures d'exportation alors que la production destinée à la consommation et à l'industrie internes souffre d'une pénurie chronique d'investissement. La conséquence est le sous développement de la production interne, soit le secteur dont dépend la grande majorité des populations africaines pour leurs moyens de subsistance.

Dans ce domaine, les familles cultivent des champs dont la taille est moins d'un demi-hectare à l'aide des houes et d'autres outils rudimentaires. Ces champs sont tributaires de la pluie, avec très peu de système d'irrigation. Les infrastructures et les services d'appui comme les routes sont minimales voire absentes. Les services de vulgarisation et les appuis sous forme d'intrants ainsi que les institutions de commercialisation et les mécanismes de stabilisation ont disparu avec l'avènement des programmes d'ajustement structurel prescrits par la Banque Mondiale dans les années 80. Les banques rurales et d'autres institutions financières de développement qui ont essayé d'apporter des crédits ruraux à des coûts abordables ont régressé, laissant ainsi dans leur sillage les usuriers villageois et dans les années récentes des institutions de la micro-finance encore plus restrictives.

Le marché interne de la production agricole interne, déjà très limitée en raison d'une concentration sur la production des cultures vivrières, s'érode davantage à cause d'une augmentation soutenue des importations alimentaires (subventionnées) inondant les marchés africains et la libéralisation effrénée des échanges préconisée par la Banque mondiale et le FMI. Par ailleurs, les importations des matières premières et des intrants industriels freinent le potentiel d'expansion et de diversification du marché agricole interne. Une telle restriction du marché entrave davantage les investissements privés internes, soit par les paysans ruraux, soit par les agriculteurs commerciaux.

En marge de cette stagnation de la production agricole destinée au marché local, on assiste à l'effondrement de l'industrie locale, en particulier le secteur manufacturier. Etant donné que les tentatives des gouvernements post coloniaux de bâtir un secteur manufacturier se sont heurtées à des difficultés au milieu des années 70 et ont été arrêtés (et/ou renversés) dans le cadre de l'ajustement structurel. Les fermetures inconsidérées des entreprises publiques et privées, y compris celles qui sont performantes ainsi que celles qui devraient servir de catalyseurs dans l'attrait des entreprises privées locales, allaient de pair avec libéralisation aveugle de l'importation des produits manufacturés. La conséquence est ce qui est désormais largement reconnu comme la désindustrialisation de l'Afrique.

Ce qui reste de l'industrie manufacturière ne comprend pour la plupart que des poches d'industries légères, même ces dernières sont toujours menacées par les vagues de libéralisation provenant des accords commerciaux internationaux envisagés. En dehors du fardeau de la concurrence déloyale provenant de l'extérieur, ces industries exercent leurs activités dans des conditions économiques et politiques essentiellement défavorables.

A ce niveau, les politiques relatives au secteur privé dans la plupart des gouvernements africains, visant à attirer les investissements étrangers ne prennent pas en compte les défis qui se posent au secteur privé local. Par conséquent, des politiques macroéconomiques inappropriées et leurs conséquences, telles que des taux d'intérêts élevés en rapport avec une politique monétaire de

ciblage étroit de l'inflation, ont exacerbé les problèmes séculaires qui freinent le développement de ce secteur, notamment, l'accès aux technologies, à la main d'œuvre, aux intrants intermédiaires et aux infrastructures. Par-dessus tout, l'industrie manufacturière locale demeure limitée par un secteur des biens d'équipement à peine existant et du fait que tout ce qui a été semé pendant la période d'après les indépendances a été emporté depuis longtemps par le déluge de l'ajustement structurel.

Par conséquent, la capacité manufacturière interne est demeurée telle qu'elle l'était après le colonialisme dans la plupart des pays africains. Sa stagnation a dans une large mesure mis fin au rôle de catalyseur qu'elle devrait jouer dans la transformation des économies essentiellement agraires de l'Afrique.

Ce qui ressort de cette situation est l'échec de cette symbiose universellement souhaitée entre l'agriculture et l'industrie manufacturière suivant laquelle chaque secteur fournit respectivement les besoins fondamentaux et donne l'impulsion pour une transformation dynamique de l'autre afin d'améliorer les capacités productives de l'ensemble de l'économie et les conditions de vie des populations.

Dans la plupart des débats en cours sur les problèmes liés aux petites exploitations agricoles, l'économie rurale, le chômage, l'industrie manufacturière anémique ou inexistante, très peu d'attention systématique est accordée aux facteurs relatifs à l'interface entre l'agriculture et l'industrie manufacturière dans l'économie locale. Au contraire, la tendance des principaux débats semblent porter sur les questions et les solutions dans chaque secteur. Dans le cas de l'agriculture, cela se manifeste dans deux perspectives rivales : l'une qui préconise une commercialisation de l'agriculture à grande échelle comme une solution définitive aux problèmes du secteur et l'autre met trop l'accent sur l'amélioration des conditions de production vivrière des petites exploitations comme la voie à suivre. Les discussions sur l'industrie manufacturière vont à peine au delà du domaine étroit de l'agroalimentaire, ce qui dénote un abandon des préoccupations de la période d'après les indépendances et des leçons tirées des expériences de développement dans la plupart des régions du monde.

Dans certains cas, le potentiel des relations intersectorielles sont formulées dans le cadre des processus hors de l'ensemble de l'économie. Il s'agit du cas des programmes d'intégration des producteurs du secteur manufacturier et agricole interne dans les chaînes de valeur globale et par l'intermédiaire de ces dernières. Cette approche ne prend pas en compte le danger que cela peut faire peser de nouvelles formes de contraintes fondamentales sur la structure des économies africaines tributaires de l'exportation des produits de base.

Pour aborder cette situation, un cadre de politique cohérent doit:

- a) Formuler les problèmes spécifiques émanant des conditions techniques et des relations sociales de l'économie agraire et de l'industrie manufacturière;
- b) Restructurer les liens existant entre les deux secteurs (et avec d'autres secteurs des économies africaines, le cas échéant) ;
- c) Répondre aux besoins des petits exploitants ruraux tout en mettant à profit leur rôle d'intermédiaire;
- d) Renforcer les marchés nationaux et régionaux en prégnant en compte des exigences des entreprises manufacturières et industrielles; et
- e) Elargir les opportunités d'emploi et de moyens de subsistance décents.

Un élément essentiel de cette approche politique est la compréhension renouvelée de la dynamique en évolution de l'économie rurale et de l'industrie manufacturière dans le cadre global de l'économie fondée sur les produits de base ainsi qu'une évaluation intégrée questions relatives à la propriété, aux relations sociales de pouvoir, y compris les relations sexospécifiques qui définissent l'accès aux ressources, aux emplois et à d'autres moyens de subsistance.

Il est également indispensable de créer des groupes sociaux autour de ces questions de connaissance et de politique en vue de renforcer les alliances entre les intellectuels, les militants et le rôle des groupes sociaux dont les intérêts fondamentaux sont en jeu.

www.twnafrica.org - twnafrica@twnafrica.org